

**Elections générales du 2 juin 1999 en Afrique du Sud :****Une nouvelle fois, les masses noires  
ont exprimé leur exigence : le pouvoir noir !****Résultats des élections nationales du 2 juin 1999**

Le 2 juin 1999 ont eu lieu en Afrique du sud des élections générales. Plus de 18 millions d'électeurs ont élu 400 députés à l'Assemblée nationale et 430 représentants dans les assemblées régionales des 9 provinces du pays. L'Assemblée Nationale a élu le président de la république le 14 juin. 16 partis et organisations présentaient des candidats à l'échelle nationale.

Cinq ans après le bouleversement politique des élections d'avril 94, dans lesquelles l'ANC avait remporté une victoire écrasante et pris la présidence de la république, ce scrutin constituait un élément important pour apprécier la situation politique en Afrique du Sud. Pour dégager la signification des résultats du 2 juin il est indispensable de comparer les scores des principaux partis en 1994 et en 1999.

| Partis et organisations  | 1994       |            |        | 1999       |            |        |
|--------------------------|------------|------------|--------|------------|------------|--------|
|                          | voix       | % exprimés | sièges | voix       | % exprimés | sièges |
| ANC                      | 12 237 655 | 62,65      | 252    | 10 601 330 | 66,35      | 266    |
| Parti National (NP/NNP)  | 3 983 690  | 20,39      | 82     | 1 098 215  | 6,87       | 28     |
| Inkatha (IFP)            | 2 058 294  | 10,54      | 43     | 1 371 477  | 8,58       | 34     |
| Front de la Liberté (FF) | 424 555    | 2,17       | 9      | 127 217    | 0,80       | 3      |
| Parti Démocratique(DP)   | 338 426    | 1,73       | 7      | 1 527 337  | 9,56       | 38     |
| PAC                      | 243 478    | 1,25       | 5      | 113 125    | 0,71       | 3      |
| ACDP                     | 88 104     | 0,45       | 2      | 228 975    | 1,43       | 6      |
| UCDP (scission ACDP)     | -          | -          | -      | 125 280    | 0,78       | 3      |
| UDM (scission ANC)       | -          | -          | -      | 546 790    | 3,42       | 14     |
| Autres                   | 159 296    | 0,82       | 0      | 239 625    | 1,50       | 5      |
| Total exprimés           | 19 533 498 | 100        | 400    | 15 975 052 | 100        | 400    |

Parmi les petits partis obtenant des sièges à l'Assemblée nationale du fait de la proportionnelle intégrale, on compte l'Alliance Fédérale (2 sièges), le Mouvement d'unité Afrikaner (1 siège), le Front de la minorité (1 siège) et l'AZAPO (0,17% des exprimés, 1 siège).

Il convient de préciser qu'en 1999, le nombre d'inscrits était d'environ 18,2 millions, ce qui conduit à une participation massive aux élections approchant les 88 %. Ce nombre d'inscrits a fortement diminué par rapport à 1994 où il était théoriquement d'environ 23,5 millions environ, selon les résultats officiels d'alors. Mais il faut se souvenir que les résultats des élections de 1994 avaient donné lieu à de sombres manipulations. En effet, pour minimiser la victoire de l'ANC, en quelques jours après le scrutin, avant que ne soient publiés les résultats définitifs,

le nombre d'inscrits était passés de 22,7 à 23,5 millions, au profit du Parti national et de l'Inkatha. Il n'en reste pas moins qu'il est incontestable, comme la presse l'a souligné, qu'une fraction significative de la jeunesse issue des rangs de la population noire, arrivée en âge de voter, n'a pas jugé utile de s'inscrire sur les listes.

Les résultats de 1999 ont peut-être eux aussi fait l'objet de quelques tripataillages. En effet, dès les premiers résultats provisoires connus, une question a étreint les "observateurs": l'ANC allait-elle obtenir 267 sièges, c'est-à-dire atteindre le seuil de la majorité des deux tiers obligatoire pour rendre possible par voie légale toute modification de la constitution? Le hasard fait bien les choses et tel n'a pas été le cas...

**Résultats des élections provinciales**

Les élections nationales sont concomitantes avec les élections des assemblées provinciales où au total 430

sièges sont à pourvoir. En sièges, les résultats sont les suivants.

| provinces         | ANC | IFP | DP | NNP | UDM | ACDP | MF | UCDP | FF | PAC | FA |
|-------------------|-----|-----|----|-----|-----|------|----|------|----|-----|----|
| Kwazulu-Natal     | 32  | 34  | 7  | 3   | 1   | 1    | 2  | 0    | 0  | 0   | 0  |
| Western Cape      | 18  | 0   | 5  | 17  | 1   | 1    | 0  | 0    | 0  | 0   | 0  |
| Gauteng           | 50  | 3   | 13 | 3   | 1   | 1    | 0  | 0    | 1  | 0   | 1  |
| North West        | 27  | 0   | 1  | 1   | 0   | 0    | 0  | 3    | 1  | 0   | 0  |
| Northern Cape     | 20  | 0   | 1  | 8   | 0   | 0    | 0  | 0    | 1  | 0   | 0  |
| Northern Province | 44  | 0   | 1  | 1   | 1   | 1    | 0  | 0    | 0  | 1   | 0  |
| Mpumalanga        | 26  | 0   | 1  | 1   | 1   | 0    | 0  | 0    | 1  | 0   | 0  |
| Free State        | 25  | 0   | 2  | 2   | 0   | 0    | 0  | 0    | 1  | 0   | 0  |
| Eastern Cape      | 47  | 0   | 4  | 2   | 9   | 0    | 0  | 0    | 0  | 1   | 0  |
| TOTAL             | 289 | 37  | 35 | 38  | 14  | 4    | 2  | 3    | 5  | 2   | 1  |

Sur les 400 députés à l'Assemblée nationale 200 sont élus sur la base d'un scrutin proportionnel prenant en compte les résultats nationaux en voix et 200 le sont en fonction d'un scrutin proportionnel dans les 9 provinces (le système a été mis en place afin de tenter de diminuer le poids de l'ANC, avec l'accord de celle-ci).

L'ANC obtient 67,27 % des sièges et est hégémonique dans 7 provinces sur 9. Seules lui échappent le Kwazulu-Natal, fief zoulou de l'Inkatha et le Western Cape où se concentre une grande partie de la minorité blanche.

Il faut mettre en rapport le score de l'ANC avec le fait que 77 % de la population est noire. Dans la province du Mpumalanga, où la population comprend 10% de blancs et 90% de noirs, l'ANC obtient 85,26% des voix. Dans la province de l'Eastern Cape (moins de 8% de blancs, 85%

de noirs) l'ANC obtient 73,91%. Dans le Western Cape, l'ANC devient majoritaire avec 42% des voix contre 38,4% au PN (dans cette province, il y a 24% de blancs et 56% de "métis"). Il n'y a que le Kwazulu-Natal où l'ANC n'a ni majorité absolue ni relative (42% pour l'Inkatha et 39 % pour l'ANC). Encore faut-il préciser ici que c'est délibérément que l'ANC laisse la province à l'Inkatha pour lui permettre de se maintenir et de justifier ainsi sa présence au gouvernement. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que lors des élections municipales du 26 juin 96 dans cette province, l'Inkatha avait été balayée par l'ANC dans toutes les villes.

Une nouvelle fois, comme en 1994, les masses noires ont voté en bloc pour l'ANC.

### Comme en 1994, les masses noires se sont rassemblées pour voter pour le pouvoir noir

Le fait politique fondamental des élections du 2 juin c'est la victoire écrasante de l'ANC. Les masses noires ont massivement voté pour l'ANC, organisation nationaliste petite-bourgeoise, qui est leur organisation historique. Du côté de la bourgeoisie blanche, le parti de l'Apartheid, le Parti National, est défait tandis que la tentative de lancer un parti multiracial, l'UDM est un échec.

Ce qui s'est exprimé à travers le vote massif pour l'ANC, c'est la volonté des masses noires de voir réalisée leur aspiration la plus fondamentale: le pouvoir noir. Et cela malgré la politique bourgeoise menée par l'ANC au pouvoir depuis 1994. Tel est l'enseignement essentiel de ces élections. Les masses noires, qui composent 77% de la population du pays (contre 11% de blancs, 9% de "métis", 3% "d'asiatiques"), se sont, une fois encore, saisies du vote

ANC pour exprimer politiquement leur volonté: en finir avec la domination impérialiste, chasser l'opresseur et l'exploiteur blanc en résolvant ainsi la question nationale, liquider réellement l'Apartheid, en finir avec la politique de protection de la bourgeoisie blanche menée par l'ANC, voir satisfaites leurs revendications élémentaires.

Le rapport politique adopté par la onzième conférence de notre comité, publié dans le numéro 78 de CPS du 31 mai 1999 indiquait:

*" Sans doute les prochaines élections en Afrique du Sud permettront-elles de mieux apprécier les processus en cours".*

Plus de six mois après les élections de juin dernier, il est nécessaire de procéder à cette appréciation, dans la continuité des acquis politiques du Comité.

### Après les élections de 1994

La huitième conférence du Comité, tenue en novembre 1994, caractérisait les élections de 1994 ainsi:

*" Devant l'impossibilité de réduire le mouvement des masses noires l'impérialisme américain vise à utiliser la direction de l'ANC pour établir un régime où les " élites " noires assument la responsabilité du pouvoir aux côtés des dirigeants politiques blancs, dans le cadre de l'État colonial blanc. (...) L'accession de Mandela et de l'ANC, placés à la tête d'un gouvernement d'union avec les colons blancs devait être une première étape allant dans ce sens. Mais alors que Mandela et la direction de l'ANC " négociaient " avec le gouvernement, le pouvoir blanc, les masses noires ont sans cesse combattu. Le processus révolutionnaire n'a pas été liquidé, au contraire. Les élections ont été outrageusement truquées. Pourtant l'ANC a recueilli la majorité écrasante des voix exprimées et la majorité à l'Assemblée nationale. Ainsi contradictoirement au but recherché (enliser les masses noires dans les filets d'une légalité fondée sur la coopération noirs blancs, la coopération de " toutes les composantes du peuple sud-africain " ), s'est manifestée la réalité : les masses noires sont le " peuple " sud-africain. En ce sens les élections sont une victoire politique des masses noires. " (souligné par nous - ndlr)*

Les développements de la lutte des classes qui ont conduit aux élections de 1994 ont d'abord pour origine le mouvement révolutionnaire des masses noires et l'incapacité de la bourgeoisie blanche de l'affronter. Dans ces conditions, l'impérialisme américain a manœuvré à reculons avec la complicité des dirigeants de l'ANC. A partir de 1989, l'impérialisme américain a jugé que le dispositif de l'apartheid n'était plus adapté à la situation pour contenir le mouvement des masses noires.

Dans ce contexte, la résolution de la huitième conférence déjà citée poursuivait :

*" Le sens politique du résultat de ces élections est contradictoire à la constitution d'un gouvernement de coalition à l'image de cette Assemblée (gouvernement auquel participent aussi bien le Parti national de de Klerk que l'Inkatha de Buthelezi) et au maintien de l'État colonial blanc ; loin de mettre fin au mouvement révolutionnaire des masses noires ces élections marquent une étape de ce mouvement ; la revendication du pouvoir noir est plus que jamais actuelle, sous une forme immédiatement saisissable ; dirigeants de l'ANC vous avez obtenu une majorité écrasante dans le pays, vous disposez d'une majorité absolue à l'Assemblée Nationale, rompez*

avec le Parti national, rompez avec l'Inkatha, formez un gouvernement de la seule ANC, portez la hache dans l'État colonial blanc en vous appuyant sur les masses noires".  
(souligné par nous – ndlr)

Le bouleversement politique des élections de 1994 confirmait qu'il n'était plus possible pour la bourgeoisie blanche de maintenir son système de domination de classe

sous la forme de l'Apartheid tel qu'il s'est constitué en 1948 avec la prise du pouvoir par le PN.

Ce sont 40 ans de combats révolutionnaires des masses noires contre l'Apartheid qui sont à l'origine de la défaite de la bourgeoisie blanche en 1994 et cela bien que le processus qui a conduit aux élections ait été à l'initiative de l'impérialisme américain.

### Après les élections de 1999

Les élections du 2 juin 1999 confirme que le retour en arrière est impossible pour la bourgeoisie blanche. C'est ce qui s'exprime à travers la débâcle du PN dans ces élections, et aussi à travers le score ridicule des regroupements "néo-nazis" hostiles à tout compromis avec l'ANC, par exemple le "Freedom Front" dirigé par le général Viljoen (0,80 % en 99 contre 2,17 % en 94).

Pour la bourgeoisie blanche la seule voie actuelle consiste à "déléguer" le pouvoir politique à ses lieutenants noirs de l'ANC, chargés de contenir, de cadenasser politiquement les masses noires, pour préserver l'essentiel: la propriété privée - et dans les mains des blancs - des moyens de production. Telle est la raison pour laquelle le Parti Démocratique fait un petit bond électoral au détriment du PN. Ce parti, parti des "milieux d'affaires" blancs, seule "opposition" légale sous l'Apartheid, explique depuis des années que telle est la solution la plus appropriée pour la

bourgeoisie blanche. Il a réussi à rassembler dans ces élections toute une partie de l'électorat afrikaner traditionnellement regroupé derrière le PN.

Les résultats des élections du 2 juin sont l'expression du fait que les rapports politiques entre les classes de 1994 n'ont pas été effacés. Les masses noires veulent le pouvoir noir. Pour cela, compte tenu de l'absence de toute organisation ouvrière sur le plan politique, les masses noires sont contraintes d'utiliser l'ANC, organisation nationaliste petite-bourgeoise.

Les deux gouvernements constitués sous la direction de l'ANC entre 1994 et 1999 (gouvernement ANC-PN-Inkatha jusqu'en 1996 puis gouvernement ANC-Inkatha) ont réussi à contenir le mouvement des masses noires. Ils n'ont pas réussi à le défaire et c'est ce que traduit le résultat des élections du 2 juin.

### La clé de la révolution prolétarienne en Afrique du sud: la question du pouvoir noir

Dés 1986, le Comité a accordé une attention particulière aux développements de la lutte des classes en Afrique du Sud. Cela résulte du fait que l'Afrique du Sud constituait, avec à l'époque la Palestine, un foyer révolutionnaire. Ainsi le rapport politique adopté par le comité national du Comité en 1986 indiquait :

*" Un nouveau foyer de la révolution prolétarienne s'est allumé au cours de ces dernières années en Afrique du Sud. Il s'agit sans doute du plus important de ceux qui se sont allumés depuis plusieurs années dans plusieurs pays par son importance dans le pays même et ses conséquences du point de vue de la lutte des classes dans le monde. Le combat que le peuple noir a engagé pour son indépendance, le droit à une nation est forcément d'emblée la révolution prolétarienne ; c'est à la fois une lutte nationale et le combat pour l'expropriation du capital ; le pouvoir blanc ne recule devant l'utilisation d'aucun moyen pour noyer dans le sang la révolution noire contre l'apartheid, le pouvoir blanc, pour la république noire, le pouvoir noir.. "*

Ce rapport poursuivait plus loin :

*" En Afrique du Sud, le pouvoir bourgeois s'identifie au pouvoir blanc. Sa base de masse c'est la totalité de la population blanche. Certes, tous les blancs ne sont pas des capitalistes. Une grande partie est composée de prolétaires qui occupent dans la production les postes qualifiés. D'autres sont fermiers. D'autres sont socialement des petits-bourgeois. Mais leur situation sociale, leur mode et niveau de vie dépendent du maintien du pouvoir blanc, de l'exploitation et de l'oppression sans limite des noirs, du*

*maintien de l'apartheid, de la privation, pour la population noire de tout démocratique élémentaire mais réel. Et ils en sont pleinement conscients. A l'inverse, la solution de la question nationale exige le pouvoir noir et le pouvoir noir ne peut être réellement réalisé que par le prolétariat noir. Sans doute, une partie de la population d'Afrique du Sud est composée de métis, d'émigrés indiens et autres. Souvent socialement, ils s'apparentent à la petite bourgeoisie. En général leur standard de vie est supérieur à celui de la population noire mais ils n'ont politiquement aucun droit. Ils n'ont d'issue sociale et politique qu'en s'alignant derrière les noirs et en les appuyant. "* (souligné par nous – ndlr)

Et il indiquait encore :

*" En Afrique du Sud la révolution est un concentré pratique de la théorie de la révolution permanente. Moins que dans aucun pays semi-colonial il ne peut y avoir d'étape démocratique. La question à résoudre est d'abord et avant tout la question nationale, la constitution de la nation noire, du pouvoir noir contre l'impérialisme représenté directement par le pouvoir blanc, la population blanche dans son ensemble. Les blancs sont placés devant l'alternative se soumettre au pouvoir noir ou partir. La révolution noire, révolution prolétarienne doit être une révolution radicale, non seulement politiquement mais socialement et économiquement dès la prise du pouvoir. Tout aussi radicale que toute révolution prolétarienne dans les pays capitalistes, impérialistes dominants "* (souligné par nous – ndlr)

De cette caractérisation il ressort que l'Afrique du Sud est un État semi-colonial où l'une des questions essentielles, non résolue, reste la question nationale, question qui à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ne peut trouver de réponse pratique que par le mouvement du prolétariat s'engageant dans la voie de la révolution.

Pour analyser la situation politique en Afrique de Sud, il faut bien évidemment déterminer si cette caractérisation doit être fondamentalement remise en cause du fait des développements de la lutte des classes depuis 1986.

### Constitution d'une bourgeoisie noire ?

Déjà en 1996, le n° 64 de CPS répondait ainsi et fort justement à cette question, dans un chapitre intitulé "constituer une bourgeoisie noire" :

*" Or cette contradiction n'est pas prête d'être résolue, dans la mesure même où le capitalisme s'est constitué en Afrique du Sud sur la base du colonialisme, de la soumission de l'Afrique du sud à la bourgeoisie blanche, système qui s'est perpétré par des décennies d'Apartheid ; or tout le dispositif actuel vise à préserver le capitalisme sud-africain tel qu'il s'est historiquement constitué.*

*Avec l'appui financier et politique du gouvernement sud-africain, il est possible de renforcer la couche de capitalistes noirs : ceux-ci resteront économiquement et politiquement soumis, assujettis à la bourgeoisie blanche. "*

Cette conclusion a été pleinement vérifiée par les faits. La revue *problèmes économiques* n° 2549 du 31 décembre 1997 confirme si besoin est :

*" En 1990, aucune entreprise détenue par des noirs n'était cotée à la bourse de Johannesburg. Actuellement, 17 des 626 entreprises cotées à la bourse de Johannesburg sont contrôlées par des noirs, pour une capitalisation marchande totale de 28,4 milliards de rands " tout en précisant " Les actions acquises grâce à des capitaux empruntés imposent des restrictions aux nouveaux propriétaires noirs ; Les prêts constituent l'essentiel du patrimoine et les actions appartiennent en définitive aux prêteurs. Les propriétaires noirs n'ont qu'un pouvoir limité concernant la gestion. La productivité étant le critère déterminant, les entreprises accordant des pouvoirs aux noirs sont réticentes à l'idée de remplacer des dirigeants blancs expérimentés de leurs sociétés exploitantes par crainte que le cours des actions ne s'effondre "*

### Cinq ans de gouvernements dirigés par l'ANC

La venue au pouvoir de l'ANC en 1994 n'a pas signifié la réalisation du pouvoir noir. Au contraire, toute la politique de l'ANC au gouvernement s'est dressée contre cette revendication fondamentale des masses noires.

Dès 1994, L'ANC a composé un gouvernement "d'union nationale" avec le PN et l'Inkatha, elle a négocié avec le PN une nouvelle constitution, qui garantit les "droits" des blancs.

En d'autres termes, la venue de l'ANC au pouvoir en 1994 a-t-elle permis de résoudre la question de la libération nationale du peuple noir d'Afrique du Sud ? Aurait-on assisté depuis 1994 dans ce pays à une infirmation de la théorie de la révolution permanente qui veut qu'à notre époque seul le prolétariat organisé en classe dominante et prenant le pouvoir peut réaliser complètement les tâches démocratiques ? Ou encore, cas imprévu par la théorie marxiste, depuis 1994, a-t-on assisté à la constitution d'une bourgeoisie noire qui aurait été à même de résoudre contre la domination impérialiste la question nationale en Afrique du Sud ?

A cela il faut ajouter que fondamentalement l'économie Sud Africaine reste celle d'un pays entièrement dominé par l'impérialisme, essentiellement basée sur l'exportation de matière premières (en 1993, les exportations de matières premières constituaient 70 % des exportations de l'Afrique du Sud), tributaire des investissements des compagnies étrangères des grandes puissances impérialistes, la propriété de la terre restant pour l'essentiel entre les mains des colons blancs.

Par ailleurs, il ne fait aucun doute que la venue au pouvoir de l'ANC a permis à toute une série de parvenus noirs de bénéficier des prébendes liées à l'exercice du pouvoir et à certaines facilités pour se lancer dans la constitution d'entreprises capitalistes. Mais sur le fond, cela reste un phénomène limité : il n'y a pas de place pour que se développe une véritable bourgeoisie noire, ayant une indépendance politique significative vis-à-vis des impérialismes dominants.

La seule tentative dans ces élections de constituer un parti bourgeois multiracial, voulant représenter les nouvelles élites noires et la bourgeoisie blanche a été l'UDM (Mouvement Démocratique Uni), fondé par un ancien dirigeant de l'ANC et un ancien dirigeant du parti national. L'UDM se présentait sur la ligne ouverte de la réconciliation entre les noirs et les blancs, cherchant à capter l'électorat des métis et se posant comme le parti des petits-bourgeois noirs ayant tiré économiquement profit de l'arrivée de l'ANC au pouvoir, postulant à devenir ainsi le parti d'une bourgeoisie noire en formation. L'UDM a obtenu 3,4% des voix.

L'un des axes principaux de la politique des gouvernements dirigés par l'ANC a été "la lutte contre les déficits". Pour prendre la mesure de ce qui a été réalisé sur ce point, et aussi des coups qui ont été portés contre les masses, il suffit de mentionner que le déficit public était de 5,1% du PIB en 96 et qu'il est estimé à 3,9% dans le budget 98.

Le plan GEAR ("croissance, emploi et répartition"), présenté en 1997, a encore amplifié l'offensive contre les masses noires. Le *Monde Diplomatique* de mars 99

présentait ainsi le plan du gouvernement: un plan "qui prévoit de poursuivre la privatisation des entreprises d'État et de donner plus de flexibilité au marché du travail". Ainsi, en mars 97 était ouvert le capital de Telkom, entreprise nationale de télécommunication, à hauteur de 30%, pour être cédé à un consortium américain. 500.000 postes de travail ont été supprimés ces 4 dernières années dans le secteur privé et la terre reste très largement aux mains des blancs. En cinq ans le taux de chômage de la population active est passé de 30 % à 37 %.

C'est cette politique qui a conduit le quotidien économique de la bourgeoisie blanche, *Business Day*, à appeler à voter ANC en expliquant:

*"La performance de l'ANC aurait pu être meilleure mais aussi pu être bien pire...le maintien de la discipline fiscale menée de pair avec la tenue de quelques promesses*

### Le nouveau gouvernement: encore un gouvernement de coalition ANC-Inkatha

L'ANC a mené campagne en rassurant systématiquement la bourgeoisie blanche. Avant les élections Mandela a appelé les blancs à ne "pas gaspiller leur voix et à rejoindre l'ANC". Quant à Mbeki, dans une "lettre ouverte" à la population blanche, il a expliqué: "allez voter pour le parti de votre choix, sans crainte que votre décision pourrait d'une quelconque façon compromettre votre avenir en Afrique du sud"

Dans le cadre de la préparation des élections l'ANC a fait de la "nécessité de poursuivre et d'accélérer les réformes" le leitmotiv de sa campagne, soutenu en cela par ses alliés du SACP et les dirigeants de la COSATU.

Dès le 3 juin 1999 Mbeki faisait une déclaration politique. Il y déclarait notamment:

*"Le peuple a renouvelé sans équivoque notre mandat. Mais l'ANC abordera l'exercice du pouvoir sans arrogance, avec humilité et un profond sens des responsabilités, afin que nous soyons capables de construire ensemble une Afrique du Sud qui appartienne vraiment à ceux qui y vivent, noirs comme blancs".*

Sur cette orientation Mbeki a composé son gouvernement, un gouvernement de coalition avec l'Inkatha. L'Inkatha dispose de trois ministères, dont celui de l'intérieur. Buthelezi, chef du parti zoulou, est encore membre du gouvernement même s'il n'a pas récupéré la vice-présidence, comme cela avait été envisagé.

Le nouveau gouvernement se prépare à devoir affronter les masses noires. Le mercredi 9 juin 1999, Mandela a présidé son dernier conseil des ministres. Le journal *Le Monde* du 11 juin 1999 rend compte de cette réunion:

*"L'ordre du jour était consacré à la transformation de l'administration présidentielle, qui va devenir le cœur du*

*électorales au milieu d'une crise des marchés émergents a été un acte remarquable d'équilibre"*

Dans ce contexte, les conditions d'existence de la population noire ont empiré: 27% des foyers noirs vivent avec moins de 500 F/mois contre 1,3% des familles blanches; 42% des noirs sont au chômage contre 4% des blancs; 1 blanc sur 30 a accès à l'université contre 1 noir sur 2000; 1/4 de la population sud-africaine, presque exclusivement des noirs, vit dans des bidonvilles, le plus souvent sans eau potable ni électricité.

Pour l'ensemble de la population noire, les conditions d'existence sont restées fondamentalement identiques à celles vécues sous l'apartheid. Si l'apartheid "légal" a été officiellement abrogé, il reste économiquement une réalité pour l'immense majorité des masses noires.

*pouvoir exécutif(...) Mbeki compte désormais utiliser pleinement tous les pouvoirs que lui donne la constitution. Le chef du Congrès national africain(...) se trouvera à partir du 16 juin à la tête d'une "super-présidence de la République", accrue de vingt personnes et absorbant la vice-présidence, qui était distincte sous Nelson Mandela. La restructuration des services de la présidence doit accroître "l'efficacité" du gouvernement, a indiqué le révérend Frank Chikane, premier conseiller de M.Mbeki..."*

Comme les deux gouvernements précédents, le nouveau gouvernement ANC-Inkatha est un gouvernement de défense de la bourgeoisie contre les masses noires.

En tout cas, aucune illusion ne peut être nourrie sur ce gouvernement. C'est un gouvernement qui poursuivra l'offensive contre la population noire au service de la bourgeoisie blanche et de l'impérialisme. Cela est d'autant plus certain que la situation du capitalisme sud-africain est précaire, que les exigences de la bourgeoisie blanche vont se faire de plus en plus pressantes.

Le *Bilan du Monde* (édition 1999) rend compte de la situation du capital en Afrique du Sud de la manière suivante:

*"Après la croissance générée par l'ouverture du pays et la fin de l'Apartheid, l'économie sud-africaine a subi le contre-coup de la crise internationale qui a touché les pays émergents. En 1998, la croissance semblait devoir ne pas dépasser 0,2%, faisant planer le spectre de la récession. Au milieu de l'année, le Rand a fait l'objet d'attaques spéculatives. Il a perdu plus de 20% de sa valeur par rapport au Dollar(...)Handicapé par le poids de la dette publique héritée de l'Apartheid, le gouvernement voit sa marge de manœuvre encore réduite par le ralentissement de la croissance".*

### Face aux masses noires

Les masses noires sont confrontées à la politique bourgeoise de l'ANC. Mais malgré cette politique menée, en particulier depuis 5 ans au pouvoir, avec le soutien du SACP et des dirigeants de la COSATU, l'ANC n'a pas

réussit à empêcher les masses noires de se regrouper une nouvelle fois dans les élections pour affirmer leur volonté. A nouveau l'ANC a une majorité écrasante à l'Assemblée Nationale, à nouveau le président de la république est le

principal dirigeant de l'ANC, successeur de Mandela, Thabo Mbeki.

Cela ne signifie en aucune manière que la population noire soutient la politique de l'ANC. En 1999, plus de trois millions de journées de grèves auront été enregistrées, contre 2,3 millions pour 1998. C'est le niveau le plus élevé depuis 1994 (3,9 millions).

Malgré le vote massif pour l'ANC, qui est la donnée fondamentale, un mouvement de rejet de la politique de l'ANC s'est esquissé dans ces élections. L'ANC perd plus de 1.600.000 voix par rapport à 94. Le journal *Le Monde* du 3 juin note que dans les Townships "moins de la moitié des 18-20 ans se sont inscrits pour voter".

Mais ce rejet de la politique de l'ANC ne trouve aucun débouché politique.

Mbeki n'a cessé de le répéter pendant la campagne électorale, avec Mandela : il compte bien poursuivre et même renforcer la politique des précédents gouvernements dirigés par l'ANC. Pour les masses noires Mandela est un personnage historique, un héros politique. Le fait qu'il ait été à la tête du gouvernement n'a pas été sans effet sur la capacité de l'ANC de contenir le mouvement des masses dans des limites acceptables pour la bourgeoisie blanche depuis 1994. Mbeki ne pourra pas jouer sur son influence sur les masses comme l'a fait Mandela.

C'est ce que révèle un article du *Monde* daté du 14 juin 1999, rendant compte des réactions des militants de l'ANC lors d'un meeting de Mbeki :

*"Ce que j'aime chez Mbeki, c'est sa fermeté. Mandela était attaché à la réconciliation avant tout. Il était trop*

*indulgent, avec les Blancs en particulier", explique Thambi, institutrice et militante de l'ANC, venue au stade avec son mari et ses deux enfants. "Mandela, c'est un grand-père. Il ne voulait blesser personne mais le résultat, c'est que l'apartheid est loin d'avoir entièrement disparu, constate Derrick, jeune de vingt-quatre ans au chômage. Maintenant, Mbeki doit vraiment transformer le pays et tenir les promesses faites en 1994, sinon lui et l'ANC ne survivront pas. Les gens attendent beaucoup."*

*Face à l'impatience que provoque la lenteur des changements dans les townships, M. Mbeki sait qu'il dispose d'une marge de manœuvre étroite pour les années à venir. Dépourvu du charisme de M. Mandela mais politicien habile, le prochain chef de l'Etat sud-africain a repris à son compte le désenchantement des cités noires en se faisant le chantre de la "concrétisation" des réformes."*

Ce que traduit cet extrait, ce sont les rapports politiques entre les classes, le fait que les gouvernements dirigés par l'ANC depuis 94 n'ont pas réussi à faire refluer les masses noires. Les masses noires ont à nouveau utilisé l'ANC pour exprimer leurs aspirations, affirmer leurs revendications, comme en 94. Mais elles ont vu et subi la politique de l'ANC au pouvoir depuis. Il est inévitable que les illusions des masses noires sur l'ANC se soient effritées.

Les masses noires exigent que leurs revendications soient satisfaites. Inéluctablement, elles chercheront à affronter le nouveau gouvernement. La question qui reste aujourd'hui posée est : les masses noires trouveront-elles les capacités d'engager de grands combats de classe, s'ouvriront-elles la voie pour infliger une défaite politique au gouvernement ANC-Inkatha ?

### Les masses noires combattent

Quelques semaines après les élections du 2 juin, d'importantes grèves ont eu lieu dans les Télécommunications, à la Poste, dans l'enseignement, et la fonction publique en général, ainsi que dans les mines. Le 24 août, la direction de la COSATU a dû appeler à la grève, grève suivie largement.

La cause immédiate des grèves dans la fonction publique est l'imposition par le gouvernement d'une hausse de 6,3% des salaires, tandis que les dirigeants de la COSATU exigeaient en moyenne une hausse de 7,3%. S'ajoute dans les mines le rejet des licenciements massifs provoqués par la chute des cours de l'or. Mais, au travers des revendications salariales, s'est affirmé le rejet de la politique du gouvernement ANC-Inkatha, y compris de son ministre de la fonction publique, une dirigeante du SACP, membre de l'ANC naturellement.

Autre illustration significative de la situation, les mines, où dès le mois de juillet, *Le Monde* du 8 rapportait :

*"Proche du pouvoir, le puissant syndicat des mineurs (NUM) est confronté à la pression de la base, comme l'a récemment illustré le lynchage d'un responsable syndical par un groupe de mineurs mécontents."* (souligné par nous - ndr)

La grève du 24 août a été la plus importante depuis 1994. A la poste, dans les télécommunications, des augmentations de salaire plus importantes ont été obtenues. Face au refus du gouvernement de céder en totalité, la direction de la COSATU a dû multiplier les menaces de nouvelles grèves pour ensuite capituler face au gouvernement. De toute évidence il ne s'agit que d'une partie remise. Mais il est incontestable que les travailleurs noirs qui cherchent à obtenir satisfaction de leurs revendications par la grève, malgré la collaboration de la direction de la COSATU avec le gouvernement, sont les mêmes qui ont voté massivement pour l'ANC lors des élections législatives. Depuis 1994 de nombreuses et importantes grèves ont eu lieu contre les gouvernements dirigés par l'ANC et leur politique : étudiants en juin 1996, chimie, automobile en 98, grève de quinze jours des transports urbains au mois de mai 1999. Il est probable que les masses noires engageront des combats contre le nouveau gouvernement dirigé par l'ANC dans la lignée des mouvements de grève d'août 1999.

Mais le mouvement spontané des masses noires, s'il est absolument indispensable pour briser le dispositif mis en place par l'ANC, ne peut suffire.

Les problèmes posés aux masses d'Afrique du Sud sont politiques. Pour que les masses noires puissent s'ouvrir une issue, il faut un programme révolutionnaire, lequel

doit d'abord ouvrir une perspective politique en vue de résoudre la question du pouvoir.

### L'ANC : une réalité incontournable

CPS n°53, du 6 juin 1994, caractérisait ainsi l'ANC :

*"L'ANC n'est pas une organisation ouvrière, c'est une organisation nationaliste petite bourgeoise mais qui demeure la principale organisation noire, la principale organisation que suit le prolétariat noir et qui contrôle avec l'aide du parti stalinien la principale centrale syndicale, la COSATU."*

Après les élections du 2 juin 1999, le Comité n'a aucune raison de remettre en cause cette caractérisation de l'ANC. Au contraire, le résultat de ces élections confirme que le rapport des masses noires à l'ANC reste celui analysé en 1994. Le fait que l'ANC ait mené au gouvernement une politique de défense de l'ordre bourgeois ne permet pas d'en conclure que cette organisation se serait muée en un parti bourgeois (à ce compte-là il faudrait aussi conclure que le PS est lui aussi devenu un parti bourgeois au regard de la politique des gouvernements qu'il a dirigé depuis 1981 en France). La nature d'une organisation se définit par ses rapports avec les classes fondamentales de la

société, la bourgeoisie et le prolétariat, et en rapport avec les développements de la lutte que mènent ces deux classes l'une contre l'autre, en rapport avec la lutte des classes et son histoire. Or en Afrique du sud, il n'y a pas de bourgeoisie noire (uniquement une mince couche de capitalistes noirs, parvenus). La classe dominante reste la bourgeoisie blanche, les colons blancs.

La formation de l'ANC (en 1912) est liée à l'instauration de la ségrégation raciale (interdiction aux noirs d'avoir un quelconque pouvoir politique, de posséder des terres, instauration du système des "pass"). Elle est devenue quasiment hégémonique et reste encore l'organisation nationaliste petite-bourgeoise en laquelle se reconnaissent l'immense majorité des ouvriers et paysans noirs, l'organisation qu'ils ont chargée historiquement de résoudre la question nationale. C'est d'ailleurs pourquoi on peut affirmer sans risque que la transformation de l'ANC en parti bourgeois provoquerait, sans se perdre en conjectures, une profonde crise au sein de l'ANC.

### "L'alliance tripartite"

L'ANC a constitué autour d'elle une "triple alliance" avec la SACP et la COSATU, qui, en fait, est un instrument pour s'asservir la seule organisation ouvrière de masse du pays, la centrale syndicale COSATU.

En effet, l'autre membre de cette "alliance", le SACP, parti communiste sud-africain, n'est pas à proprement parler un "parti". Il est en osmose depuis plus de 60 ans avec l'ANC, obéissant dans les années 30 aux directives de la bureaucratie du Kremlin, qui le fit s'y intégrer, interdisant que ce parti ne puisse devenir un parti ouvrier, fût-il ouvrier-bourgeois.

Pendant des décennies, le SACP s'est réduit à un appareil politique, sans base de masse, au service de la bureaucratie du Kremlin, combattant constamment contre la constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire en Afrique du Sud. Fort des moyens mis à disposition par la bureaucratie du Kremlin, il a pris le contrôle de l'ANC, influant sa politique en fonction des besoins immédiats de l'appareil international de la bureaucratie stalinienne.

Ainsi, comme N.Mandela, Thabo Mbeki fut membre (jusqu'en 1994) de la direction du SACP - et de l'ANC. *Libération* du 4 juin 1999 rappelle que la formation du jeune Mbeki est passé notamment par Moscou:

*"d'abord à l'institut des sciences sociales, puis dans une école militaire où il apprend à crapahuter et à manier des explosifs"*.

Suite à l'effondrement de l'URSS et à la dislocation de l'appareil de la bureaucratie du Kremlin, la donne a changé. Bon nombre de dirigeants du SACP, à la direction

de l'ANC, ont quitté la navire tels les rats et ont joué leurs propres cartes.

Aujourd'hui, à en croire la revue de Lutte Ouvrière *Lutte de classe* (n°45, septembre - octobre 1999):

*"Dans les années quatre-vingt-dix, il affirmait être le parti communiste qui se développait le plus vite au monde et annonçait 80 000 membres. L'an dernier, on estimait que le nombre de ses militants actifs se situait entre 12 000 et 14 000, sans compter les simples adhérents."*

Dans les élections, le SACP n'apparaissait pas en tant que tel. Ses membres, tous membres de l'ANC, figuraient sur les listes de cette dernière. Il a fait campagne pour le vote ANC.

En fait, ce qui reste du SACP a comme principale utilité pour l'ANC que du fait du contrôle qu'il exerce sur la centrale syndicale de la classe ouvrière noire: la COSATU. Il en a en effet pris le contrôle, en utilisant pour ce faire toutes les méthodes du stalinisme, après que se soient formées les premières organisations syndicales de masse au début des années 80, coiffant in extremis un mouvement dont il avait été initialement totalement absent.

C'est ainsi aujourd'hui la COSATU qui est amenée à prendre directement en charge les campagnes publiques du SACP. Ce rôle du SACP et son utilité pour l'ANC s'est ainsi manifesté lors du dernier congrès de cette centrale: les représentants du SACP sont intervenus contre la rupture de "l'alliance tripartite" qui soumet la COSATU à l'ANC, alors que cette question de la (nécessaire) rupture avec l'ANC traversait de toute évidence la centrale syndicale.

## Quelle orientation aujourd'hui en Afrique du Sud ?

La question fondamentale pour que les masses noires puissent s'ouvrir une issue sur leur propre terrain reste: quelle orientation permettrait aux masses de se libérer de la tutelle politique de l'ANC ?

La signification du vote des masses noires aux dernières élections consiste d'abord dans leur volonté de l'instauration du pouvoir noir, leur volonté de "récupérer leur pays", leur terre. Aucune politique révolutionnaire n'est possible en Afrique du Sud sans faire de cette aspiration fondamentale des masses noires le point de départ du programme de la révolution prolétarienne.

Cette revendication du pouvoir noir pose le problème de l'expropriation du capital, c'est à dire de la bourgeoisie blanche et donc du combat contre le gouvernement ANC-Inkatha.

Compte tenu de l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'absence de parti ouvrier, les masses noires ne peuvent poser la question du pouvoir qu'à travers l'ANC. L'orientation qu'une organisation trotskyste aurait à développer en Afrique du Sud devrait prendre en compte cette aspect de la question, armés de la méthode du programme de transition:

*"de tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan"*

Fidèle à cette orientation, Stéphane Just précisait dans un important article paru dans *La Vérité* n°588 (p.289):

*" Le dispositif des forces et partis politiques est encore tel que les partis social-démocrates et les partis staliniens, dans les pays capitalistes avancés, avec souvent les organisations petites-bourgeoises nationalistes dans les pays semi-coloniaux, sont toujours les partis dirigeants du prolétariat et des masses exploitées.*

*C'est vers eux que les masses se tournent, en espérant qu'ils réaliseront leurs aspirations. Au nom des masses, nous devons formuler la revendication: rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir".*

Des militants trotskystes devraient s'adresser aux masses noires aujourd'hui sur l'orientation suivante:

*"Vous avez massivement voté pour l'ANC. Vous considérez que cette organisation peut satisfaire nos revendications. Nous, trotskystes, considérons que l'ANC en est incapable. Cela est confirmé par l'expérience que vous avez vous-mêmes faite de la politique de l'ANC au pouvoir depuis 5 ans. Nous considérons que seul un POR, s'appuyant sur le mouvement des masses noires elles-mêmes, prenant le pouvoir, est capable de satisfaire les aspirations de la population laborieuse noire.*

*Mais vous faites encore confiance à l'ANC. L'ANC a une majorité écrasante à l'assemblée nationale. Aussi, il faut exiger de l'ANC qu'elle satisfasse nos revendications: qu'elle combatte pour la République noire!*

*Cela exige d'arracher des mains des oppresseurs blancs les usines, les mines, les terres, qu'elles soient nationalisées sans indemnité ni rachat, cela exige de démanteler l'appareil d'État issu directement de l'Apartheid, d'en finir avec les bantoustans, avec le régime féodal qui prévaut dans le Natal sous la direction du parti Inkatha, nourri par le régime de l'Apartheid. Il est indispensable de liquider la constitution qui garantit sa place à l'opresseur et l'exploiteur blanc, il faut rompre tout lien avec les partis de l'Apartheid et de la bourgeoisie blanche dans son ensemble, avec l'Inkatha, le PN.*

*Pour réaliser le pouvoir noir, il faut s'engager dans la voie de l'expropriation du capital!*

*La direction de la COSATU doit rompre avec le gouvernement!*

*L'ANC a la majorité: dehors les ministres de l'Inkatha! Décidez que le gouvernement émane de cette majorité, est responsable devant elle ! Constituez un gouvernement de la seule ANC s'appuyant sur la mobilisation des masses noires et de leur organisation syndicale, la COSATU, pour réaliser ce programme."*

Une telle orientation pourrait aujourd'hui ouvrir une voie aux masses noires, de les dresser contre le gouvernement de coalition ANC-Inkatha et donc contribuerait à créer les conditions politiques pour la constitution d'une organisation trotskyste en Afrique du Sud, dans la perspective de la construction d'un véritable POR.

Le 21/12/99

### BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

(10 NUMEROS: 100 FRANCS)

NOM:..... PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:..... LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: Serge SELLERON - 6 rue du Dauphiné - 91300 MASSY